



PREFECTURE DE LA DROME

Direction départementale de la cohésion sociale de la Drôme
Service Sport et Vie associative
Pôle Vie Associative
33 Av. de Romans - BP 2108 - 26021 VALENCE Cedex
Tél 04.26.52.22.61 (après midi) Fax 04.26.52.22.79
ddcs-associations@drome.gouv.fr

Le numéro W263005361
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W263005361

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet de la Drôme

donne récépissé à **Madame la Présidente**

d'une déclaration en date du : **22 février 2017**

faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

AGIR CONTRE LE CANCER (ACC 26)

dont le siège social est situé : quai Ulysse Chevalier
26100 Romans-sur-Isère

Décision(s) prise(s) le(s) : **16 février 2017**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal

Valence, le 28 février 2017

Pour le Préfet, le D.D.C.S.

Pour le directeur départemental
et par délégation,
le chef de service,

Olivier BOULEUX

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.